

Le FN n'a pas le monopole du racisme, mais il en est le socle. Pour le FN la préférence nationale implique une guerre qui est la négation des intérêts de notre classe. Il en partage le déni avec un patronat qui le subventionne. Cela, les électeurs du FN le savent. Certains d'entre eux ont voulu donner un carton rouge. A qui ? Le patronat l'interprète comme un feu vert : « ma compétitivité s'accommode de la préférence nationale... » Le FN en conclut qu'il peut tromper son monde en se déguisant en parti « populiste » inoffensif et endimanché. L'extrême droite est réveillée. Mais elle n'est pas invincible. Continuons le combat !

## Que le président Hollande s'engage par écrit à retirer son Pacte avec le patronat et à s'en prendre au chômage et aux licenciements !

On nous annonce un remaniement. Changer les ministres, notre beau souci... Ecouter le suffrage universel, c'est percevoir la souffrance sociale, le désespoir exprimé. L'extrême droite, ivre de pouvoir, enragée de racisme, emprunte le boulevard ouvert par cette politique qui continue celle de Sarkozy. **L'accès au pouvoir est ouvert au Front national si la gauche libérale continue la politique de la droite libérale.**

Le Pacte, seule ligne de Hollande, doit être présenté fin avril au Parlement, où sera engagée la responsabilité du gouvernement. Mais ce Pacte n'est qu'arnaque ! Pilliard, le négociateur patronal, déclarait à chaud le 5 mars, jour de la signature avec la CFDT et la CFTC : « **Il n'y a pas d'engagements chiffrés** » sur les créations d'emplois en échange du transfert des cotisations patronales vers les salariés.

**Le Pacte, dit de responsabilité, confirme qu'il n'y a pas de mesure contre le chômage.** Gattaz, pin's « *1 million d'emplois* » au revers de veston, répète : « *L'emploi, c'est l'entreprise qui le crée.* » **La preuve, les chiffres du chômage !** 1 actif sur 6 est inscrit à Pôle Emploi. Les jeunes sont interdits de séjour dans les entreprises autrement que par les CDD ou les stages gratuits, les seniors en sont chassés par des licenciements permanents déguisés en plans de départ volontaire.

Pour bien montrer à quel niveau de cynisme la comédie des relations sociales est parvenue, pendant que jeunes et vieux partagent la désespérance du chômage, le patronat obtient de moins indemniser les chômeurs par cet ANI centré sur les économies de cotisations sociales à offrir aux employeurs, qui emploient toujours moins de salariés.

**Le Pacte s'en prend à la Protection sociale.** Il poursuit un autre but : porter un coup fatal à la protection sociale. Une véritable croisade est menée contre « le modèle social français », présenté comme mère de tous les vices. En même temps, le Pacte porte le projet revendiqué de transférer massivement les cotisations patronales vers les actifs, chômeurs et retraités. Couvert par la fameuse « baisse du coût du travail », ce hold-up applique le slogan de Denis Kessler, en finir avec le programme du Conseil national de la résistance. A commencer par la Sécurité sociale.

**A quoi sert le Front national ?** Sous ses beaux habits du dimanche électoral, pointe la vieille extrême droite. Obsédé par l'instant par la « respectabilité », le FN fait une offre de service au patronat : aider à nettoyer, les tranchées de la résistance sociale. Au nom de la préférence nationale... Pour les patrons, ça ne va pas assez vite, cette liquidation des bases sociales du Travail. Les uns, comme Gattaz, voulaient un Pacte avec Hollande, les autres veulent « un gouvernement de combat ». Avec qui ? La droite radicalisée, chauffée à blanc, et le FN.

Demain, à l'heure des comptes du 2<sup>e</sup> tour, **certaines comme Copé, la Manif pour Tous et autres subversifs, occuperont de nouveau la rue.** Peut-être pour précipiter une crise politique majeure.

**Il n'y a pas de raccourci possible : un Pacte amendé ne résoudra rien.** La ligne contre le chômage et pour l'emploi ne se joue pas autour d'un tapis vert mais dans l'ouverture des embauches massives par une politique de relance qui tourne le dos à celle où la dette aux banques est prioritaire. Nous ne faisons pas la politique de la chaise vide !

**Contre l'extrême droite et l'austérité qui la nourrit, nous prenons nos responsabilités, par les mobilisations à venir 12 avril compris. Que le président, dès maintenant, en face autant. A quelques dizaines d'heures de ce 2<sup>e</sup> tour, rien n'oblige le président à être sourd aux aspirations des salariés. Les résultats du 2<sup>e</sup> tour ouvriront de toute façon une autre situation. Elle nous trouvera au côté des intérêts des salariés, en toute indépendance à l'égard de tous les gouvernements.**